

LISTE DU MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS

ELUS en 1981 contre le pouvoir antisocial et antidémocratique des capitalistes, les députés PS et PCF ont violé le mandat majoritaire que vous leur avez confié. La droite talonnée par l'extrême-droite peut se permettre aujourd'hui de prétendre reprendre le pouvoir.

Trois millions de chômeurs : leur nombre a doublé depuis 1981. Baisse du pouvoir d'achat des travailleurs salariés. Baisse des revenus des petits agriculteurs. Règlements judiciaires, mises en liquidation qui frappent en cascade les artisans et les petits commerçants, victimes indirectes des restructurations et des redéploiements.

Voilà le triste bilan de la politique d'austérité qui, au nom d'un « socialisme » de pacotille, a été imposée au pays en 1982 par Jacques Delors et le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman.

Les dirigeants du PCF qui, pour des raisons d'alignement international, ont quitté en juillet 1984 le gouvernement, ne disent pas davantage la vérité : ils veulent aujourd'hui, en conduisant une politique de division, faire oublier qu'ils ont soutenu et cautionné les plans d'austérité, comme ministres et députés, au même titre que les dirigeants du PS.

Nous, militants de toutes origines du mouvement ouvrier et démocratique, syndicalistes, jeunes, avons décidé de vous appeler à reconstituer **une nouvelle représentation populaire et ouvrière, un authentique parti ouvrier indépendant, un rassemblement démocratique des travailleurs**, en constituant le **Mouvement pour un parti des travailleurs**. C'est pourquoi nous présentons à vos suffrages des listes de notre Mouvement dans toute la France.

DEFENDRE LES ACQUIS SOCIAUX

Le MPPT et ses candidats s'engagent à lutter contre la remise en cause des acquis sociaux en matière de durée du travail, de repos hebdomadaire, de congés, contre le démantèlement du Code du travail, contre la flexibilité réclamée par le CNPF, contre les TUC et pour un véritable emploi pour les jeunes. Nous vous disons : **n'attendez quelque chose de valable que de vous-mêmes et de l'unité** : les intérêts des capitalistes et les vôtres sont diamétralement opposés.

Le MPPT défendra la Sécurité sociale, les régimes de retraites, ainsi que les mutuelles. Le MPPT exige l'abrogation des lois antilaïques et de toutes les mesures prises par Savary-

Chevènement qui livrent l'école publique de plus en plus démantelée aux groupes de pression les plus divers, qu'ils soient politiques ou religieux.

Le MPPT dénonce la politique de baisse des revenus agricoles, l'institution des quotas laitiers et toutes les mesures contre les petits et moyens paysans, décidées à Bruxelles par tous les gouvernements du Marché commun, qui, alors qu'il serait possible de construire une véritable Europe, s'attaquent à la paysannerie, à la sidérurgie, aux mines, au textile... Le MPPT exige la garantie d'un revenu décent pour tous les paysans, tous les travailleurs.

Le MPPT dénonce la décentralisation et les atteintes portées au statut de la fonction publique, qui remettent en cause à la fois les droits et garanties des fonctionnaires et l'égalité des citoyens devant le service public.

Le MPPT revendique le respect et l'égalité des droits pour les travailleurs immigrés qui, comme les travailleurs français, supportent les mêmes méfaits de la crise capitaliste.

POUR LA DEMOCRATIE

Malgré les artifices trompeurs des indices manipulés, la majorité d'aujourd'hui et celle d'hier, soucieuses de cohabiter, n'en finissent pas de louer les vertus de la rigueur. Mitterrand, qui dénonçait naguère la Constitution gaulliste, l'utilise depuis 1981, avec ses institutions antidémocratiques taillées sur mesure, contre les intérêts populaires. Le pays, avec ces institutions antidémocratiques, s'enfonce dans la crise politique.

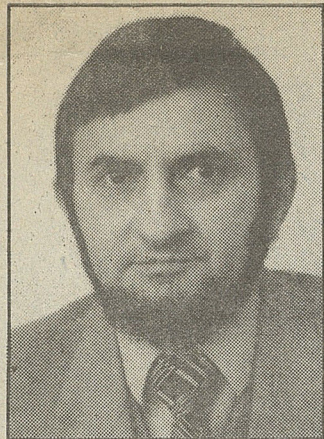
Le MPPT et ses candidats s'engagent à lutter pour une véritable démocratie, barrage à toutes les aventures totalitaires. Ils dénoncent en particulier toutes les tentatives d'aliéner l'indépendance des organisations syndicales ; le fonctionnement de la démocratie, **dont le contenu sera défini par le peuple souverain**, nécessite une séparation des pouvoirs. Quelle que soit la forme de l'Etat, l'indépendance réciproque des partis politiques et des syndicats est la condition fondamentale de toute avancée réelle vers le socialisme.

Alors, vous qui voulez que les choses changent, vous avez les moyens, par votre unité, d'affirmer votre volonté de faire respecter vous-mêmes le mandat du peuple.

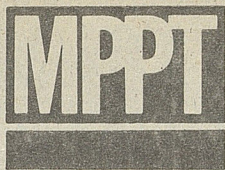
VOTEZ, FAITES VOTER POUR LES CANDIDATS DU MPPT

La campagne électorale du MPPT a été financée intégralement par la seule contribution militante et la diffusion de son hebdomadaire *Informations ouvrières*.

MPPT, 35, boulevard de Strasbourg 75010 Paris Tél. : (1) 48 24 07 57



LISTE DU

MOUVEMENT
POUR UN PARTI
DES TRAVAILLEURS

TARN-ET-GARONNE

Jean-Claude GUILLAUMA

(42 ans, inspecteur du trésor, syndicaliste)

Madame, Monsieur,

Pourquoi sommes-nous candidats aux élections législatives ?

Deux d'entre nous l'indiquent :

Jean-Claude GUILLAUMA, inspecteur du Trésor :

« En mai 1981, j'ai voté François Mitterrand comme des millions de travailleurs, pour dire non à Giscard, Chirac, Barre, pour dire non au chômage, pour dire non à la politique du profit.

Je constate, au terme de cinq années d'exercice du pouvoir par la majorité PS-PCF, que dans le Tarn-et-Garonne la situation de l'emploi est catastrophique :

- Licenciements et chômage sont les seules perspectives d'avenir. Exemple : Tempe-Lait et Cegedur.
- Pour les jeunes de moins de 21 ans : les TUC. 1 500 jeunes du département embauchés à 1 200 F ou 1 700 F par mois.

Si l'on en croit les déclarations des ministres en fin de mandat, le Tarn-et-Garonne est un département exemplaire. Pour MM. Baylet et Delebarre, les TUC doivent proliférer.

Avec le MPPT, je crie au scandale qui consiste à sous-rémunérer ainsi la jeunesse de notre pays.

Nos Baylet et Delebarre ne sont que des démagogues qui se gardent bien de dire ce qu'il advient des jeunes TUC : après les TUC, c'est le chômage !

Avec le MPPT, je revendique LE DROIT À LA DIGNITÉ DANS LE TRAVAIL POUR TOUS ! »

Claudine ORAIN, bibliothécaire-adjointe, syndicaliste : « L'élection de Mitterrand en 1981 a représenté pour moi en quelque sorte un retour à l'Union de la gauche, union dont la rupture au lendemain de l'échec des législatives de 1978 m'a amenée à quitter le PCF, où je militais alors, car je n'ai pas admis que la responsabilité en soit rejetée sur les seuls Partis socialiste et radical.

C'est dire l'espoir que cette élection a suscité en moi de même qu'en tant d'autres travailleurs, et ma déception aujourd'hui mais aussi mon inquiétude et ma colère devant les concessions répétées des gouvernements en place depuis cette date, à la droite en général et au patronat en particulier.

C'en est assez des engagements électoraux non tenus (semaine de 35 heures, service national ramené à six mois, participation accrue des femmes à la vie politique au plus haut niveau, pour ne citer que ceux-là).

C'en est assez de l'austérité dont les travailleurs font les frais (chômage, licenciements abusifs, démantèlement et casse de notre industrie, baisse du pouvoir d'achat, remise en cause des acquis sociaux, dégradation des conditions de travail y compris pour les soi-disant « nantis » de la fonction publique dont je suis).

Pas question de rester passive devant ces attaques permanentes contre la classe laborieuse, ni de me contenter de mon apport aux luttes syndicales qui s'avère insuffisant.

Apporter un soutien au Mouvement pour un Parti des Travailleurs, c'est se prémunir contre de nouvelles atteintes à la démocratie et à nos libertés fondamentales, et assurer une nouvelle représentation politique des couches populaires pour la sauvegarde de leurs intérêts. »

VOTEZ POUR LA LISTE MPPT CONDUITE PAR JEAN-CLAUDE GUILLAUMA

Jean-Claude GUILLAUMA, 42 ans, inspecteur du Trésor, syndicaliste • **Michel ELIARD**, 48 ans, enseignant • **Claudine ORAIN**, 40 ans, bibliothécaire-adjointe, syndicaliste • **Charles DIAZ**, 33 ans, ouvrier.

ATTENTION : ceci n'est pas un bulletin de vote. Les bulletins vous seront remis au bureau de vote.